

Réunion du Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la mer Noire
Erevan, les 8-9 juin 2015

DÉCLARATION

Original : anglais

Le comité de l'Internationale socialiste pour la CEI, le Caucase et la mer Noire, réuni à Erevan les 8 et 9 juin 2015, a discuté des priorités régionales du renforcement et de l'élargissement de la démocratie, de l'obtention de la paix et la résolution des conflits et de la progression du programme social démocrate.

Renforcer la démocratie

Dans de nombreux pays de la région, le processus démocratique et ses institutions doivent être renforcés, et les partis social démocrates peuvent être en première ligne de ces efforts.

Le comité condamne les pratiques antidémocratiques répandues dans les pays de la région, où l'absence d'élections libres et justes ne donne aucune possibilité de changement démocratique du gouvernement. Les parties de l'opposition se voient trop fréquemment refuser la parole, car l'élite gouvernante peut supprimer l'opposition en manipulant leur accès au pouvoir. La libre expression de la volonté politique et sa transposition en représentation parlementaire est la base de toute véritable démocratie et du développement des démocraties multipartites sont cruciales.

Le comité soutient la proposition de son parti membre pour la transition à un système électoral totalement proportionnel en Arménie, accompagné par l'adoption de changements constitutionnels visant à adopter une forme de gouvernement parlementaire. Le pays a également besoin de mesures juridiques pour renforcer l'opposition dans son rôle de contrôle et de contrepoids des autorités, et de pleine indépendance du pouvoir judiciaire.

Le comité a noté que des élections présidentielles seront à nouveau organisées au Belarus, en dépit des nombreux problèmes non résolus découlant des précédentes élections en 2010. L'incarcération arbitraire des opposants politiques est inacceptable et nous réitérons le soutien de l'IS à Mykalau Statkevich, qui reste en prison malgré les appels répétés de l'IS et d'autres acteurs internationaux pour sa libération.

Le comité exprime sa solidarité avec le parti membre de l'IS au Kazakhstan, l'OSDP, qui construit une large coalition avec l'Assemblée civique nationale pour se préparer aux prochaines élections parlementaires. Il soutient tous les efforts du parti pour fournir une véritable alternative à l'autoritarisme, prenant la forme d'un État démocratique et socialement responsable.

Le comité se félicite des profonds changements démocratiques dans les sphères de la liberté d'expression, des médias et du pluralisme politique qui se sont déroulés en Géorgie depuis 2012. Nous continuons à encourager la coalition gouvernante à donner la priorité aux politiques orientées sur le développement, pour permettre à la Géorgie d'obtenir une économie plus inclusive et juste et pour lutter contre la pauvreté et les inégalités extrêmes.

Le comité considère que l'établissement d'une véritable démocratie peut aussi contribuer à faire avancer la cause de la résolution des conflits en éliminant le déficit en droits et libertés qui est une cause de conflit.

Résolution des conflits

Le comité reconnaît que les conflits non résolus de la région sont une question urgente à résoudre et souligne que la nécessité de la paix et de la protection de la vie est une priorité absolue. La paix passe avant tout, car sans elle il ne peut y avoir ni prospérité ni développement. Le conflit introduit aussi des défis supplémentaires pour la démocratie quand il est utilisé comme prétexte pour restreindre l'opposition et consolider le pouvoir.

Le travail du comité souligne l'importance fondamentale du dialogue pour le processus de résolution des conflits, et le rassemblement de représentants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan à Erevan démontre le caractère unique de l'Internationale socialiste à cet égard. La résolution d'un différent de si longue date, mettant en jeu un grand nombre de revendications de la part des différents protagonistes, exigera beaucoup de patience et de dévouement. L'IS continuera à favoriser cet esprit de dialogue et de compréhension mutuelle par le biais du travail de son comité et utilisera l'opportunité créée par cette réunion pour atteindre les dirigeants des deux pays dans l'intérêt de la paix.

Le comité réitère sa déclaration sur la résolution des conflits et l'obtention de la paix dans la région publiée à Astana en septembre 2014 et regrette l'absence de progrès accomplis pour obtenir un véritable cessez-le-feu en Ukraine. Nous exhortons les parties du conflit à respecter le droit international et à appliquer le cessez-le-feu, comme l'exige l'accord de Minsk II, ainsi que toutes ses autres dispositions.

Le programme social démocrate

Le comité considère que le développement et le renforcement de la social démocratie est grandement nécessaire dans la région afin de présenter une alternative viable au nationalisme et au néo-libéralisme. Le défi pour les partis social démocrates de la région est de communiquer leur vision pour le pays d'une manière qui parle aux citoyens ordinaires. Vu le déficit de démocratie dans la région, il est important que les partis social démocrates renforcent leur coopération avec des partenaires partageant la même vision dans d'autres pays pour construire un message cohérent.

La social démocratie a un rôle crucial à jouer dans la lutte contre les inégalités, qui est primordiale pour le développement à long terme des pays de la région et pour la prospérité de ses citoyens. Le rôle de la social démocratie est de s'opposer de manière constructive aux politiques qui se focalisent simplement sur le service de groupes d'intérêts bien déterminées, en donnant plutôt la priorité à la promotion de l'égalité, de la justice sociale et du développement durable dans l'intérêt de tous les citoyens.

Les partis social démocrates s'engagent dans la lutte contre la corruption, qui est un moyen permettant au pouvoir de s'ancrer et qui dévie les fonds publics de leur destination prévue. La corruption est un fléau que l'on doit attaquer sous toutes ses formes, avec l'aide d'institutions renforcées, d'un pouvoir judiciaire fort et indépendant, et d'un cadre clair et transparent pour les poursuites des abus financiers et leur éradication.